

**Discours du Président du Parlement Européen, Josep BORRELL
lors de la séance inaugurale de l'Assemblée parlementaire
paritaire ACP-UE
Vienne, le 19 juin 2006**

SEULE LA VERSION PRONONCEE FAIT FOI

Monsieur le Président de la République d'Autriche,
Messieurs les coprésidents de l'Assemblée parlementaire paritaire,
Mesdames et Messieurs les députés,
Chers collègues,

Je remercie les coprésidents de m'avoir invité à prendre la parole devant vous ce matin.

J'ai toujours été convaincu de l'importance croissante dévolue à la diplomatie parlementaire dans le monde actuel.

Dans le monde globalisé qui est désormais le nôtre, les centres de pouvoir et de prise de décisions sont de moins en moins visibles ou identifiables, et le pouvoir réel des gouvernements diminue face au pouvoir économique privée et aux organismes multilatéraux.

Le pouvoir politique reste au niveau national. Mais il faut démocratiser les décisions internationales qui ont un très grand impact sur la vie quotidienne des citoyens. Par conséquent, la dimension parlementaire doit s'internationaliser davantage.

Il est nécessaire que les représentants élus participent dans une plus large mesure à l'élaboration et au suivi des décisions précitées, si nous voulons que la notion de démocratie continue d'avoir un sens. Lorsque les décisions sont multilatérales, les parlements doivent être également impliqués, faute de quoi c'est la démocratie elle-même qui sera en crise.

Certains n'hésitent pas à affirmer que nous sommes d'ores et déjà confrontés à cette crise. L'émergence, au cours de ces dernières années, de dirigeants populistes à l'échelle de la planète et la mise en oeuvre de politiques religieuses répondant à des considérations ethniques ne font que

refléter, de la part des électors, une réaction de défense face à des courants mondiaux qui leur semblent incontrôlables.

C'est pour toutes ces raisons que je souhaitais assister à une réunion de la présente assemblée, afin de vous féliciter de la tâche importante que vous assumez devant cette menace de crise.

Personnellement, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour soutenir la constitution d'assemblées bi-régionales, et votre assemblée a joué un rôle d'avant-garde dans ce domaine. L'Accord de Cotonou a fait de vous une assemblée parlementaire à part entière, presque exclusivement composée de membres de parlements.

En outre, le Parlement européen a exporté le modèle de cette assemblée dans d'autres domaines: voir l'Assemblée parlementaire euroméditerranéenne, dont j'ai assumé la présidence pendant un an, et la proposition visant à créer une assemblée euro-latino-américaine regroupant tous les parlements régionaux d'Amérique latine, qui devrait voir le jour dans un avenir proche.

Ces assemblées jouent un rôle important, dans la mesure où les décisions adoptées par les représentants parlementaires acquièrent une légitimité qu'aucun autre organe ne saurait leur conférer.

C'est la raison pour laquelle nous devons élaborer une stratégie visant à renforcer le processus de démocratisation et, notamment, la fonction et les compétences des parlements. Je souscris aux conclusions de la récente conférence de la PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) sur les parlements, la prévention et les sorties de crise, aux termes desquelles les élections ne représentent qu'un aspect du processus démocratique.

Il est vital que l'assistance aux processus électoraux soit soutenue par des investissements à long terme en faveur du développement démocratique, y inclus du développement parlementaire. C'est ainsi, seulement, que nous pourrons contribuer au progrès de l'humanité et prévenir la déception des citoyens au chapitre du processus démocratique.

Mais si vous le permettez, je souhaiterais également dire quelque mots de la politique de développement. Sans cohésion sociale, le soutien à la démocratie également ne pourra que décliner. En d'autres termes, la démocratie a une obligation de résultat.

L'année dernière, nous avons décidé de déployer une banderole blanche autour du Parlement et j'ai prononcé quelques mots dans l'hémicycle en faveur de la campagne sur l'éradication de la pauvreté. À cette occasion, j'ai applaudi à la décision de l'Union de porter le montant de son aide au développement de 46 milliards d'euros à 66 milliards d'euros d'ici 2010. Nous devons faire en sorte que cet objectif se traduise dans les faits.

J'ai également signalé que ce montant énorme équivalait pour chaque Européen au coût d'une tasse de café par semaine. Le montant proposé ne représenterait qu'une tasse et demie ...

Je suis donc parfaitement conscient que nous devons redoubler d'efforts.

Le récent accord sur le budget de l'UE pour la période 2007-2013 n'est pas des plus encourageants. Le moment est venu de rappeler à nos gouvernements que, à ce rythme, il nous faudra 127 ans pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire pour l'Afrique.

J'espère pouvoir humblement contribuer à la manifestation de cette volonté politique en effectuant une visite en Afrique dans quelques mois, et je serai ainsi le premier Président du PE à me rendre sur ce continent depuis un certain temps.

Lutter contre la pauvreté et instaurer une plus grande égalité n'est pas seulement une obligation morale: ces objectifs sont dans l'intérêt de l'Union européenne elle-même.

Je ne citerai qu'un seul exemple: la Méditerranée est la frontière la plus inégale du monde. Aucune autre frontière ne sépare de grandes différences de revenu. Entre les années 1994 et 2004, le PIB par habitant des quinze États alors membres de l'Union européenne a plus que doublé, s'élevant à l'heure actuelle à plus de 30 000 dollars. Durant la même période, sur la rive sud de la Méditerranée, le revenu par habitant est passé d'un peu moins de 5 000 dollars à un peu plus de 5 000 dollars. En ce qui concerne les dix nouveaux pays de l'Union, ce revenu est passé de 6 000 à presque 15 000 dollars.

Ces inégalités ont un impact considérable sur de nombreuses politiques intérieures de l'Union, dont les politiques de migration et d'intégration économique et sociale.

L'Europe ne doit pas être une forteresse. Ceux qui croient que l'érection d'un mur le long de notre frontière méridionale suffira à les protéger font fausse route. Si l'Europe ne descend pas vers le sud, c'est le sud qui montera, illégalement ou clandestinement, vers l'Europe.

Depuis 1993, plus de 6700 immigrants et réfugiés décédés ont été comptabilisés. Ils sont décédés en essayant de traverser les frontières de l'Europe.

Et la situation pour ceux qui parviennent en Europe n'est pas meilleure. On compte actuellement en Europe près de 2 millions de migrants originaires de l'Afrique sub-saharienne, qui vivent dans des conditions déplorables en Europe.

Nous ne pourrions résoudre ces problèmes que si nous y faisons face avec un authentique esprit de solidarité, et si l'Europe est capable de voir dans la migration une opportunité, et non une menace. Nous devons convenir ensemble de la meilleure coordination entre les politiques, y inclus en matière d'aide au développement et de politiques commerciales. Jeudi, lors de mon discours devant les chefs d'Etat et de Gouvernement, je leur ai dit que "la politique de l'immigration ne saurait être envisagée séparément d'une politique de coopération au développement. Notre action doit reposer sur le partenariat avec les pays d'origine, notamment ceux d'Afrique subsaharienne. Il faut leur proposer davantage et mieux, et exiger d'eux une coresponsabilité, comme cela était déjà prévu dans les accords de Cotonou, si nous souhaitons vraiment ralentir l'immigration illégale par d'autres moyens que la répression."

Le mois prochain, à Strasbourg, le Parlement adoptera un nouveau rapport sur la migration et le développement, élaboré par Mme Carlotti.

Dans un monde où les migrants représentent désormais 3% de la population (soit 175 millions de personnes), l'Europe ne peut plus se contenter de vouloir remédier à l'immigration illégale ou de conclure des accords de réadmission avec les pays frontaliers. Ces mesures ne feraient qu'illustrer l'absence d'une véritable politique dans ce domaine.

Nous proposerons d'inscrire la question de la migration au coeur du partenariat ACP-UE, afin que les deux parties puissent travailler conjointement à l'élaboration d'une politique, dans un esprit de codéveloppement. Nous soutiendrons également le plan d'action adopté par les ministres ACP au mois d'avril, et visant à la création d'un

observatoire des migrations.

Permettez-moi de revenir maintenant à la présente Assemblée. Cette semaine sera notamment marquée par d'importants débats sur la politique commerciale et la politique énergétique, et un atelier sera organisé sur les problèmes de l'émigration.

Ces débats ne seront pas uniquement théoriques. Ils auront des incidences en Europe et dans les pays ACP en encourageant la signature d'un accord sur cet éventail de politiques, qui bénéficiera de la légitimité que nous pouvons lui conférer en notre qualité de parlementaires.

Nous pouvons également, tous ensemble, veiller à ce que les engagements pris l'année dernière par l'UE ne demeurent pas lettre morte. Au mois de décembre, j'ai signé avec le Premier ministre Tony Blair et le Président de la Commission, José Manuel Barroso, une déclaration commune de l'UE sur un consensus européen en matière de développement, aux termes de laquelle la lutte contre la pauvreté et un développement durable apparaissent comme les objectifs prioritaires de notre politique de développement.

Qui, sinon cette Assemblée, les ONG et les organisations de la société civile, serait en mesure de faire pression pour que d'autres priorités ne relèguent pas ces objectifs au second plan?

Je souhaite que cette session soit satisfaisante et fructueuse, à l'heure où cette Assemblée apparaît plus nécessaire que jamais, et je formule pour cette session mes meilleurs vœux de succès.

Je vous remercie.